

Alors que les gangs haïtiens gagnent en influence, l'espace humanitaire pour les ONG se réduit. L'influence des gangs grandissant, les risques que les ONG et le personnel international soient pris pour cible augmentent.

RÉSUMÉ

- Les gangs armés contrôlent Haïti depuis de nombreuses années, notamment les quartiers les plus pauvres de la capitale Port-au-Prince.
- Les gangs cherchent à combler le vide actuel en matière de gouvernance et profitent de l'insécurité chronique pour se constituer un soutien local, notamment dans les principaux bidonvilles de Port-au-Prince.
- Le plus grand et le plus puissant des quelque 95 gangs qui se disputent la suprématie est actuellement le « G9 ».
- Port-au-Prince est actuellement la principale zone d'incidents liés aux gangs, suivie de près par sa banlieue, Croix-des-Bouquets.
- Bien qu'il y ait eu une baisse significative des incidents en juillet, les données d'août et de septembre montrent une augmentation des événements signalés, le gang des 400 Mawozo étant au centre de nombreux événements.
- Les ONG subissent la menace la plus importante des gangs dans la capitale ; le G9 et d'autres gangs contrôlent la route R2. Leur pouvoir croissant a des répercussions sur la logistique et l'accès à la péninsule de Tiburon, touchée par le tremblement de terre et les ouragans.
- Les enlèvements restent la menace la plus médiatisée en Haïti, même s'il convient de noter que les locaux les plus pauvres sont ciblés bien plus fréquemment que les expatriés, malgré le revenu bien plus faible des rançons.
- Les pertes liées au pillage d'entrepôts alimentaires s'élèvent à plusieurs millions de dollars de marchandises et d'équipements pour cette seule année. Ces attaques lucratives sont susceptibles de se poursuivre.
- Il est **PROBABLE** que les travailleurs expatriés des ONGI ou les missionnaires soient de nouveau pris pour cible d'enlèvements/de rançons, de vols et d'extorsions, car le paiement de rançons encourage davantage d'attaques.
- Les gangs sont appelés à devenir de plus en plus puissants et les chefs de gang comme Jimmy « Barbecue » Chérizier sont susceptibles d'acquérir plus de notoriété et de tenter d'obtenir une reconnaissance politique officielle.



ATTÉNUATIONS

- Maintenir les relations avec les gangs dans la mesure du possible et rechercher une médiation si nécessaire.
- Envisager l'ouverture de bureaux en dehors de Port-au-Prince.
- Permettre au personnel de travailler à domicile afin de réduire les déplacements en ville.
- Varier les itinéraires dans la mesure du possible, en particulier lorsque vous quittez Port-au-Prince pour des zones situées en dehors de la capitale, afin de ne pas établir un schéma prévisible qui permettrait aux acteurs hostiles de planifier et de préparer des embuscades/attaques.
- Essayer de maintenir un profil visuel bas. Des véhicules évidents d'ONGI/d'aide ont été pris pour cible.
- Veiller à ce que l'ensemble du personnel déployé soit couvert par une assurance contre les enlèvements et les rançons et un soutien approprié. Mettez à jour les questions relatives aux preuves de vie.
- Emporter des équipements de communication efficaces (et d'autres moyens de communication de secours) ainsi que des traceurs discrets et des alarmes de panique.
- Assurez-vous que des trousse de premiers soins adéquates soient transportées et que le personnel soit formé à leur utilisation.

APERÇU DES GANGS EN HAÏTI

Les gangs armés contrôlent Haïti depuis de nombreuses années, en particulier les quartiers les plus pauvres de la capitale Port-au-Prince. La culture des gangs remonte aux tontons macoutes de l'ère Duvalier (voir ci-dessous), tandis que le Président Jean-Bertrand Aristide aurait eu des contacts avec les chimères de Cité Soleil. Même avant l'assassinat du Président Jovenel Moïse en juillet, Haïti avait l'un des taux d'enlèvement les plus élevés au monde. Pendant la présidence de Moïse, en particulier au cours des deux dernières années, les gangs armés ont gagné en puissance pour contrôler au moins un tiers du pays, profitant de l'affaiblissement des institutions publiques. Une mission de maintien de la paix des Nations Unies a contribué à contenir une partie de la violence dans le pays entre 2004 et 2019. Depuis la fin de la mission et après l'assassinat du Président Moïse, le manque de sécurité s'est intensifié, et des gangs rivaux ont exploité le vide de pouvoir et la situation de non-droit pour étendre leur contrôle sur d'autres parties de Port-au-Prince et des environs.

Au moins 328 victimes d'enlèvement ont été signalées à la police haïtienne au cours des huit premiers mois de 2021, contre un total de 234 pour toute l'année 2020, selon un rapport publié en septembre par le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti. D'autres sources dénombrent en 2021 plus de 600 enlèvements déjà, contre 231 sur la même période l'année dernière, tandis que le Centre d'analyse et de recherche en droits humains (CARDH) fait état d'au moins 782 enlèvements connus en Haïti depuis janvier 2021.

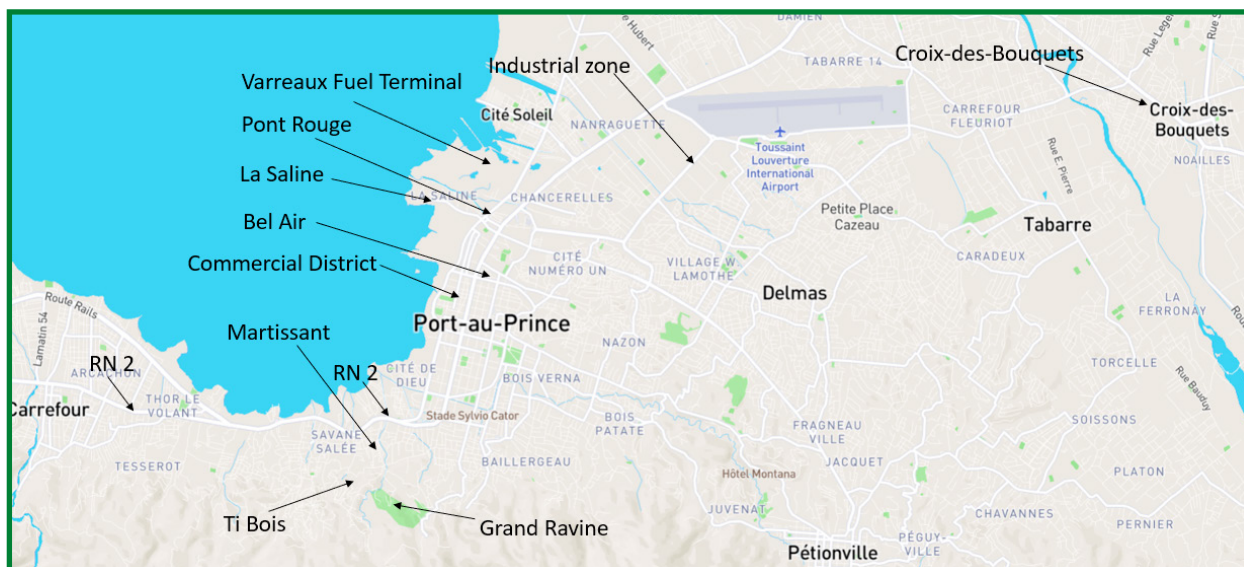
Haïti a connu plusieurs cycles de chaos et de bouleversements politiques qui ont entraîné l'émergence et le retour de bandes armées ainsi qu'un regain d'activité criminelle. La chute du régime de Jean-Claude "Baby Doc" Duvalier en 1986 est l'un de ces moments qui a vu les bandes armées se transformer en structures paramilitaires dont les activités ont transcendé les activités criminelles ordinaires et se sont impliquées davantage dans la vie sociale et politique d'Haïti. Plusieurs rapports, y compris ceux du **New York Times**, indiquent qu'il y a eu récemment un lien croissant entre les gangs armés et les plus hauts échelons du gouvernement et de la police en Haïti.

[REJOINDRE LA LISTE DE DIFFUSION](#)

Les gangs armés sont utilisés par les politiciens pour exercer un contrôle et réprimer l'opposition, et les chefs de gangs puissants aspirent à des rôles officiels au sein du gouvernement pour obtenir plus de pouvoir et faciliter leur travail criminel. Un groupe de gangs armés composé de soldats de l'armée et de policiers démobilisés, connu sous le nom d'ex-Fad'H/FADH (Forces Armées d'Haïti/The Armed Forces of Haiti), est un exemple de la synergie entre les gangs et la politique en Haïti. Les ex-Fad'H ont contribué à renverser le régime du Président Jean-Bertrand Aristide en 2004 et ont récemment occupé des propriétés gouvernementales et militaires dans tout le pays. Cependant, le pays est récemment tombé dans un nouveau cycle de chaos suite à l'assassinat du Président Moïse en juillet 2021.

Des gangs armés et des politiciens de haut rang ont également été impliqués dans le commerce illégal de la drogue. Avec son voisin sur l'île d'Hispaniola, la République dominicaine, Haïti est un point de transit majeur pour la cocaïne et la marijuana passées en contrebande de la Colombie vers les États-Unis. En effet, on estime que 8 % de la cocaïne introduite en contrebande aux États-Unis en 2006 est passée par l'île. Les cargaisons sont généralement acheminées vers Porto Rico, où elles ne sont pas soumises à des contrôles douaniers supplémentaires, ou directement vers Miami, en Floride. Tout au long des années 1980 et 1990, des officiers supérieurs de l'armée, des services de renseignement et de la police ont été impliqués dans le trafic de drogue en Haïti et le pays est devenu une plaque tournante du trafic de cocaïne d'importance internationale. Selon un témoignage de 1994 devant le Sénat américain, un accord avait été scellé entre Michel François, commandant de la police haïtienne, et un important cartel colombien. François et d'autres commandants militaires auraient protégé 70 000 livres de cargaisons de cocaïne en 1999. Au milieu des années 1980, la CIA a tenté de lutter contre le trafic de drogue en créant et en parrainant une agence de renseignement haïtienne, le Service d'Intelligence National (SIN), mais l'agence s'est embourbée dans la corruption et n'a pas réussi à atteindre ses objectifs.

Principaux gangs et portée géographique



Carte 1 : Lieux de Port-au-Prince mentionnés dans ce rapport

Les principaux gangs cherchent à combler le vide actuel en matière de gouvernance, en capitalisant sur l'insécurité chronique, la corruption et la violence endémique pour obtenir un soutien local, en particulier dans les principaux bidonvilles de Port-au-Prince. L'instabilité qui en résulte met les gangs en conflit les uns avec les autres et avec les forces de sécurité, alors qu'ils se disputent le contrôle du territoire. Rien que depuis le 1er juin, plus de 13 000 personnes ont été déplacées de leurs foyers à Port-au-Prince, ce qui a encore aggravé la crise humanitaire. Le contrôle territorial exercé par les gangs a conduit à la désertion presque complète du quartier commercial du centre-ville de Port-au-Prince au début du mois de juin. Néanmoins, ils ont continué à attaquer les commerces, à voler de la nourriture, du carburant et d'autres fournitures. Dès lors, ils se sont particulièrement attachés à prendre le contrôle de la zone industrielle, notamment des entrepôts et des usines situés le long de la route menant à l'aéroport international Toussaint Louverture.

Des civils ont également été menacés, blessés, agressés sexuellement ou tués, et des maisons pillées et brûlées. Parmi les sites visés figure un camp accueillant des centaines de personnes handicapées qui y avaient trouvé refuge après le tremblement de terre de 2010. Pierre Espérance, directeur exécutif du Réseau national haïtien de défense des droits humains, a déclaré en juin que les gangs contrôlaient déjà environ 60 % du territoire du pays, une proportion qui a **VRAISEMBLABLEMENT** augmenté depuis.

Le plus grand et le plus puissant des quelque 95 gangs qui se disputent la suprématie est actuellement le G9 (anciennement Fanmi ak Alye ou G9 Famille et Alliés). Le G9 est une fédération de neuf gangs négociée et dirigée par l'ancien policier Jimmy Chérizier, alias « Barbecue » (parce que sa mère était célèbre pour son poulet grillé plutôt que pour des activités plus sinistres), qui a été formée en juin 2020. Cette alliance a permis à Chérizier de contrôler l'ensemble du centre-ville de Port-au-Prince ainsi que les carrefours critiques menant au nord et au sud, ainsi que les énormes bidonvilles de Cité Soleil et de Bel Air, dominés par l'opposition.

Parmi la trentaine d'autres groupements plus importants, on trouve le Ti Lapli (qui s'oppose au G9 et contrôle la zone de Grand Ravine), le gang Krisla (désormais vaguement allié au G9 et contrôlant le Ti Bois) et les 400 Mawozo (responsables de l'enlèvement en octobre de 12 missionnaires américains et canadiens décrit ci-dessous). Le 400 Mawozo s'est battu avec le G9 et contrôle la commune de Croix-des-Bouquets, juste à l'est de la capitale Port-au-Prince, et s'est récemment étendu à Laboule 12 en collaboration avec le Ti Lapli et d'autres gangs anti-G9 plus petits.



ANALYSE DES DONNÉES

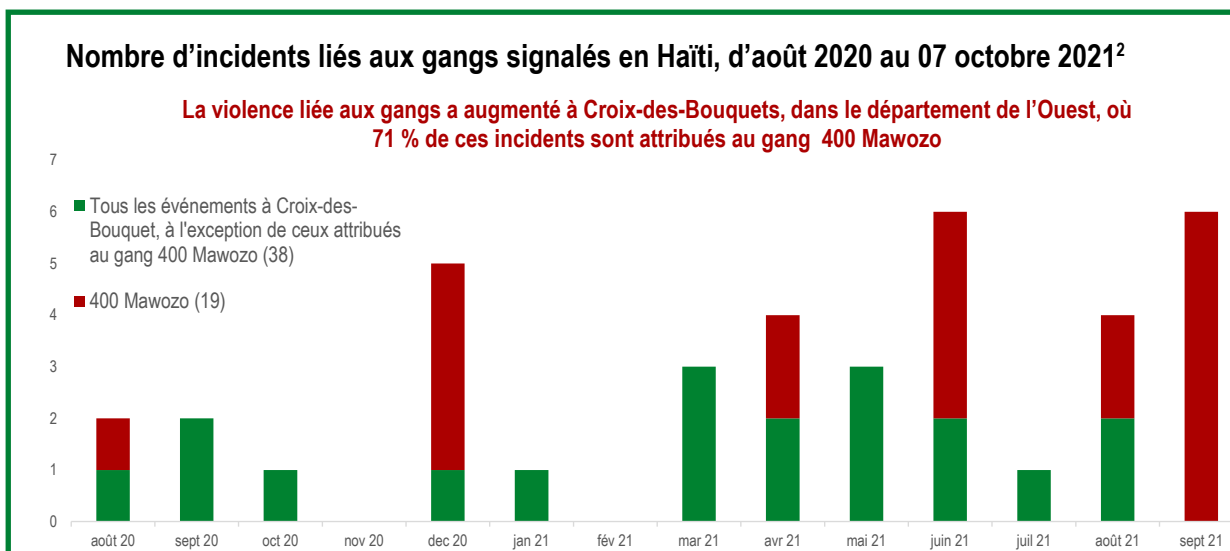
Le nombre d'incidents violents signalés liés aux gangs¹ a augmenté en avril 2021 (à peu près au moment où les cinq prêtres et les deux religieuses ont été enlevés) mais il a chuté en juillet après l'assassinat du Président Moïse (voir le graphique ci-dessous). Cela pourrait s'expliquer par le fait que le chaos général entourant le mystérieux assassinat de Moïse a empêché de rendre compte de la violence des gangs.

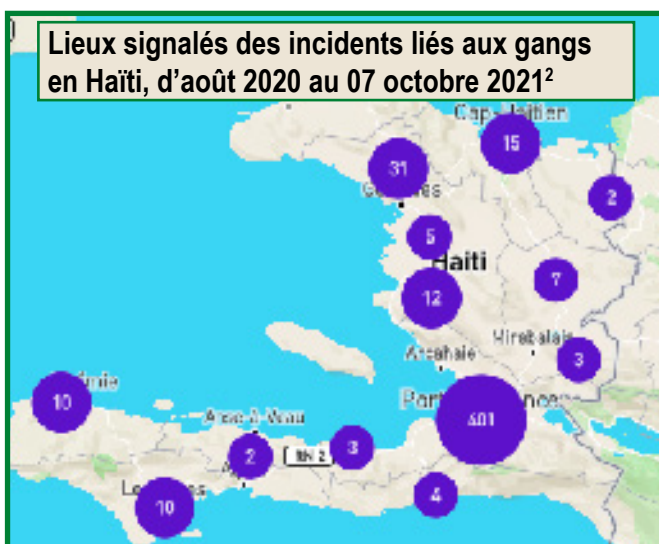
Il est également **POSSIBLE** que certains gangs plus petits – qui ne sont associés ni au G9 ni au 400 Mawozo – aient été plus prudents après l'assassinat de Moïse, ne souhaitant pas être associés à l'acte, surtout si les États-Unis avaient dû s'impliquer davantage à la fois en Haïti et dans l'enquête elle-même.

La carte ci-dessous souligne que la majorité des incidents liés aux gangs ont lieu à Port-au-Prince, les incidents étant moins nombreux dans les campagnes environnantes.

Le graphique ci-dessous met en évidence les principales zones d'incidents liés aux gangs – Port-au-Prince étant suivi de près par Croix-des-Bouquets.

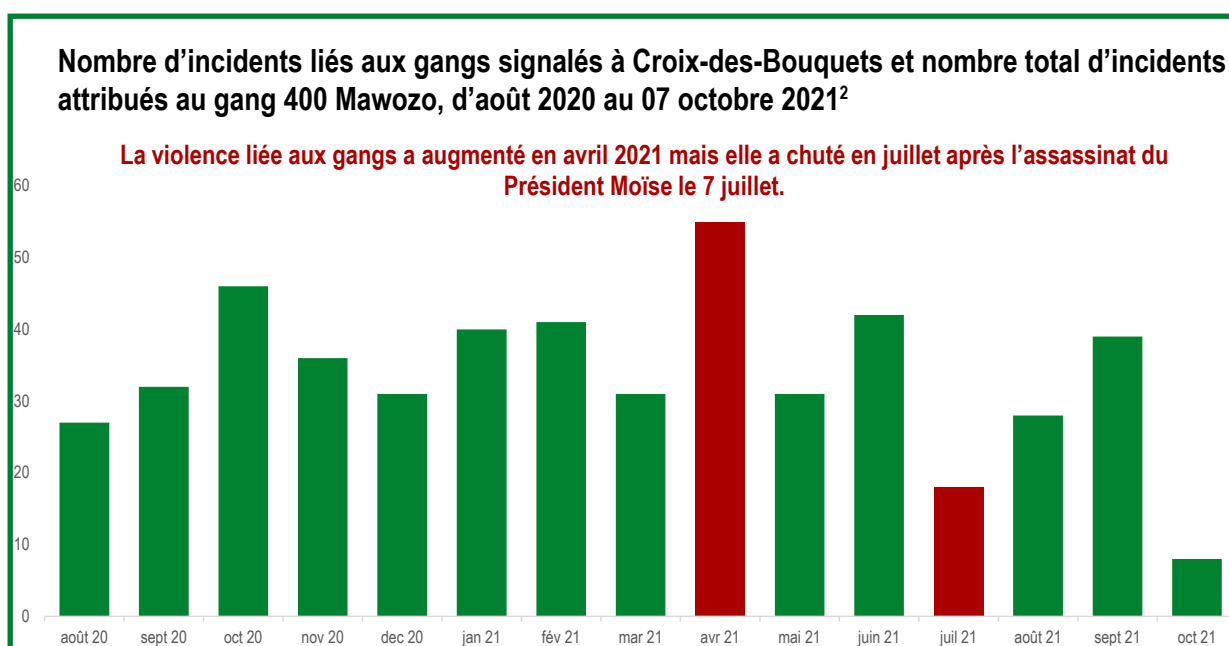
La violence liée aux gangs a augmenté à Croix-des-Bouquets, dans le département de l'Ouest, où 70 % de ces incidents sont attribués au gang des 400 Mawozo.





L'enlèvement de 16 missionnaires américains et d'un canadien ainsi que de membres de leur famille, dont cinq enfants (l'un d'eux étant un bébé de 8 mois), le 16 octobre, constitue un incident particulier qui met en évidence la portée du 400 Mawozo. Il renforce également l'importante menace d'enlèvement en Haïti. Le groupe a été enlevé dans un bus après avoir visité un orphelinat à Croix-des-Bouquets. Il aurait été enlevé sur la route 8 alors qu'il se dirigeait vers l'aéroport Toussaint Louverture de Port-au-Prince pour rentrer chez lui. Les missionnaires travaillaient pour l'organisation américaine Christian Aid Ministries, qui fournit aux enfants un abri, de la nourriture et des vêtements et soutient l'éducation.

Les autorités haïtiennes ont déclaré que le gang avait exigé un million de dollars chacun pour leur libération, soit un total de 17 millions de dollars. La zone dans laquelle ils ont été saisis est contrôlée par les 400 Mawozo, qui ont été accusés de plusieurs autres enlèvements cette année, notamment celui de cinq prêtres et de deux religieuses, dont deux Français, enlevés en avril et détenus pendant trois semaines avant d'être libérés. On ignore si une rançon a été versée.



L'enlèvement du professeur Patrice Derenoncourt par un « groupe inconnu lourdement armé », le 16 octobre, est un autre incident marquant. Selon les médias, le professeur a été tué le 31 octobre alors que sa famille avait payé une partie de la rançon de 900 000 dollars. Cependant, selon d'autres informations, le professeur aurait été blessé pendant l'enlèvement et souffrait de diabète. Il serait mort en captivité faute d'accès aux médicaments. Le fait qu'il ait été tué alors qu'une partie de la rançon avait été payée est inhabituel car les gangs préfèrent normalement libérer les victimes d'enlèvement afin de s'assurer un flux régulier d'argent.

Cela a des implications directes pour les ONGI qui travaillent à Port-au-Prince, car les efforts d'atténuation devront être plus importants, et donc **VRAIMENT** plus coûteux, que pour celles qui travaillent dans des zones plus rurales. Cependant, **le rapport précédent** notait que la route 2 (voir la carte en page un) sortant de Port-au-Prince avait vu des gangs se déplacer pour contrôler cette voie de transport majeure vers la campagne occidentale, le G9 ayant une domination majoritaire sur le R2. Alors que de nombreuses organisations humanitaires concentrent leurs efforts dans l'ouest d'Haïti après le tremblement de terre et l'ouragan catastrophiques, et que les incidents liés aux gangs sont **MOINS** susceptibles de se produire dans la campagne de l'ouest d'Haïti, le contrôle de R2 par le G9 restera une menace pour les mouvements d'approvisionnement logistique de Port-au-Prince et de l'aéroport international d'Haïti vers l'ouest de la péninsule de Tiburon.



ANALYSE

L'enlèvement reste la menace la plus visible en Haïti, bien qu'il faille noter que les habitants les plus pauvres sont ciblés bien plus fréquemment que les expatriés, malgré les rançons bien plus faibles obtenues. Les travailleurs humanitaires employés localement courent un risque particulier, sachant qu'ils sont liés à des organisations étrangères qui pourraient bien payer pour récupérer leur personnel. Depuis 2010, au moins 25 travailleurs humanitaires ont été enlevés et six autres tués en Haïti. Téléchargez ces données sur notre **site web** ou sur **HDX**. Les écoles risquent également d'être prises pour cible, l'UNICEF signalant que des gangs s'en prennent aux écoles pour les voler ou obtenir une rançon.

La culture du kidnapping semble principalement criminelle à l'heure actuelle. Les médias citant un travailleur humanitaire employé localement (qui a été enlevé en juin) affirment qu'une rançon initiale de 1,1 million USD a été exigée, bien que le paiement final de la rançon se soit élevé à 15 000 USD. Parmi les autres victimes de ces dernières semaines figurent des cadres supérieurs de banques, des membres du clergé d'églises évangéliques, près de 20 médecins et les chauffeurs de plusieurs camions-citernes (dont la cargaison a également été enlevée). La situation est désormais si grave que certains habitants ne se déplacent plus qu'en bateau pour éviter les routes et les zones infestées de gangs. La route 2, qui sort de Port-au-Prince, est particulièrement connue des gangs – notamment 400 Mawozo et G9 – qui cherchent à contrôler cette voie de transport stratégique.

Les cibles des gangs s'étaient quelque peu déplacées avant même l'assassinat du Président Moïse en juillet. Bien que les attaques de bidonvilles rivaux et les enlèvements et meurtres de civils se soient poursuivis depuis juin, les gangs ont également attaqué des postes de police, tuant plusieurs agents, au cours des derniers mois. Il semble qu'il s'agisse d'une manœuvre délibérée visant à la fois à affaiblir la police – largement considérée comme la partie la plus compétente/efficace des forces de sécurité (bien que cela soit relatif par rapport aux normes habituelles) – et à obtenir davantage d'armes et de munitions pour équiper leurs effectifs croissants. D'une manière générale, il existe un réel cynisme quant à la capacité de l'État à « traquer les auteurs de crimes jusqu'aux portes de l'enfer », comme l'a récemment suggéré le Président. Les observateurs estiment que les gangs haïtiens ne craignent pas les forces de sécurité. Les membres des gangs qui les ont rejoints après avoir servi dans la police et l'armée peuvent agir en toute impunité.

TÉLÉCHARGER LES DONNÉES SUR LES TRAVAILLEURS HUMANITAIRES ENLEVÉS EN HAÏTI DEPUIS 2021

Par exemple, les militants des droits de l'homme ont accusé le nouveau chef de la police haïtienne, Frantz Elbé, de répression policière et de violations des droits de l'homme remontant à 2000. Frantz Elbé avait remplacé le directeur général de la police, Léon Charles, qui avait démissionné une semaine plus tôt, après moins d'un an à ce poste. Il a été accusé d'entretenir des liens avec un chef de gang et kidnappeur autrefois puissant dans la région de la Croix-des-Bouquets, Jean Elie « Ti Elie » Muller, et d'être le parrain de son fils.

Les pertes liées aux pillages d'entrepôts alimentaires s'élèvent déjà à plusieurs millions de dollars de marchandises et de matériel cette année, et ces attaques lucratives semblent donc devoir se poursuivre. Il s'agit de soutenir les finances des gangs, mais c'est aussi parce que le contrôle des approvisionnements leur permet de fournir de la nourriture et d'autres aides aux communautés sous leur contrôle, ce qui accroît la loyauté et la dépendance locales. Le pillage régulier des fournitures et des stocks a affecté l'économie ainsi que les services de santé.

- Le carburant est désormais un sujet de préoccupation en Haïti, car des gangs ont bloqué l'accès aux terminaux afin de faire pression sur le Premier ministre Henry pour qu'il quitte le pouvoir. On rapporte que quatre camions-citernes ont été saisis et que plusieurs chauffeurs ont été kidnappés.
- Les hôpitaux, les écoles, les ambulances, les transports publics, entre autres, ont été durement touchés, le gallon de carburant coûtant jusqu'à 15 dollars.

L'organisation caritative médicale française Médecins sans frontières a fermé son centre de santé de Martissant (une zone du sud de Port-au-Prince traversée par la route principale reliant la capitale au sud d'Haïti) à la fin du mois de juin après que les médecins et les patients avaient été la cible d'une attaque d'une bande armée.

Les gangs seraient également impliqués dans le trafic de stupéfiants, les autorités américaines affirmant de manière plausible que plusieurs des principaux gangs sont « impliqués dans le trafic de drogue et d'armes et le racket ».

Chérizier a tenté de présenter le G9 comme un mouvement social luttant pour de meilleurs services et opportunités dans les quartiers pauvres. En effet, le 23 juin de cette année, il a déclaré aux médias locaux du bidonville de La Saline qu'il était devenu une « force révolutionnaire » pour délivrer Haïti de l'opposition, du gouvernement et de la bourgeoisie haïtienne. En réalité, il s'agit **VRAISEMBLABLEMENT** d'une coalition fragile, dont une grande partie cherche simplement à exploiter le vide politique pour bénéficier de l'impunité et maintenir son contrôle territorial, et qui s'effondrerait **PROBABLEMENT** si elle était menacée par des forces de sécurité et des actions en justice compétentes et efficaces. Le fait que les gangs (dans le passé comme aujourd'hui) soient utilisés comme instruments politiques avec des objectifs politiques et territoriaux complique encore la situation. L'ancien Président Aristide, par exemple, distribuait des armes à des groupes de jeunes (connus sous le nom de « bazes » ou bases) en échange de leur soutien. Ces armes donnaient aux groupes les moyens de commettre des crimes et de dominer les quartiers.

Chérizier est lié au Parti Haïtien Tèt Kale du Président Moïse récemment assassiné – il a fait l'objet de sanctions de la part du Trésor américain en raison de son implication présumée dans le massacre de La Saline en 2018, alors qu'il était encore un policier en activité, avec deux des responsables de Moïse. En outre, les actions du G9 se sont généralement concentrées sur la terreur des zones pauvres où l'opposition au Parti Haïtien Tèt Kale est profonde. Le 17 octobre, le G9 a forcé le Premier ministre Ariel Henry et sa garde rapprochée à fuir une commémoration officielle dans le quartier du Pont Rouge de la capitale. Ils ont ensuite défilé à la place de la délégation officielle. Des incidents de ce type ont conduit certains à suggérer que Chérizier est en train de manœuvrer pour succéder à Moïse. Puis, le 28 octobre, le G9 a bloqué l'accès au terminal pétrolier de Varreux (qui fournit 70 % de l'approvisionnement d'Haïti), provoquant de graves pénuries de carburant dans la capitale et dans plusieurs autres villes. Cette situation survient une semaine seulement après une grève de sept jours des travailleurs du secteur des transports, qui protestent contre l'insécurité et le manque de carburant et dont les rues ont été bloquées par des pneus en feu.

Chérizier a exigé que le Premier ministre Ariel Henry démissionne et que le gouvernement verse plus de 50 millions de dollars pour rétablir l'accès au site. Henry a répondu que son gouvernement ne négocierait pas avec les gangs. Plus tôt, le 4 octobre, le ministre des Affaires étrangères, Claude Joseph, avait demandé l'aide du Conseil de sécurité des Nations Unies pour lutter contre la spirale de la criminalité et de la violence des gangs. Il n'y a pas eu de réponse officielle, ce qui souligne le manque de soutien international au gouvernement actuel.

ooo Prédications

Activités des gangs

- Le meurtre du professeur Derencourt, qui a été enlevé, est une nouvelle étape inquiétante dans les enlèvements et il pourrait y avoir d'autres incidents similaires.
- Malgré la menace de 400 Mawozo à l'égard des citoyens américains kidnappés, il y a **PLUS DE CHANCES** qu'ils soient maintenus en vie pour obtenir une rançon et 400 Mawozo craindrait des représailles américaines s'ils tuaient les missionnaires enlevés. La rançon demandée pour les missionnaires américains et canadiens sera presque certainement négociée à la baisse (elle l'est normalement), bien que les autorités américaines fassent **VRAIMENT** pression sur les Christian Aid Ministries (CAM) pour qu'ils ne paient pas, pratique courante dans les cas d'enlèvement contre rançon/terrorisme. Il y aura également des craintes très réelles que l'argent versé serve à acheter plus d'armes et de munitions, ainsi qu'à soutenir les objectifs politiques du leader des 400 Mawozo, Wilson Joseph. Le CAM **PROBABLEMENT** paiera avant de quitter Haïti pour un temps, puis reviendra..
- Il est **TRÈS PROBABLE** que les travailleurs expatriés des ONG ou les missionnaires soient de nouveau ciblés pour être kidnappés/transférés, volés et extorqués, car le paiement de rançons encourage d'autres attaques.
- Il est également **PROBABLE** que la route 2 sortant de Port-au-Prince connaisse une augmentation des attaques contre les travailleurs humanitaires, en particulier avec le contrôle croissant du G9 le long de cette route.
- Le vide politique signifie que le pouvoir des gangs est susceptible d'augmenter malgré les guerres intestines qui les opposent. Les gangs, en particulier le G9 et 400 Mawozo, continueront à étendre leur présence en Haïti y compris un contrôle accru des approvisionnements en carburant et aussi en nourriture, surtout si le chef de la police a des liens avec les gangs. Leur emprise sur les enfants via les écoles va également continuer à s'étendre.
- Le nombre global de gangs est **SUSCEPTIBLE** de diminuer, les petits gangs étant vaincus par les plus grands gangs ou assimilés par eux, qui deviendront plus grands et plus forts. Les gangs deviendront de plus en plus puissants et les chefs de gang comme Jimmy « Barbecue » Chérizier sont **SUSCEPTIBLES** de gagner en importance et de tenter de se frayer un chemin vers des rôles politiques officiels, même s'il sera très difficile de maintenir de tels rôles et d'obtenir une reconnaissance internationale. Si la pression internationale en faveur des élections augmente, le G9 et les autres groupes politiquement liés intensifieront sans aucun doute leur activité.
- Les attaques contre les civils et les entreprises se poursuivront sans aucun doute, déclenchant un nouvel exode des citoyens.

Situation politique

- Il est peu probable que le Premier ministre Henry démissionne – à moins d'y être contraint en interne. Il est peu probable qu'à court terme Henry soit éliminé par un coup d'État ; il s'est assuré jusqu'à présent d'être entouré de loyalistes. Cependant, si la crise du carburant et la crise monétaire se poursuivent, ce qui est **TRÈS PROBABLE**, la pression politique sur lui augmentera. Il essaiera toutefois de se maintenir au pouvoir aussi longtemps que possible, en adoptant une attitude de plus en plus oppressive.

- L'appel sans réponse du ministre des Affaires étrangères Claude Joseph au Conseil de sécurité des Nations Unies démontre qu'il y a très peu de signes que les Nations Unies ou les États-Unis et la communauté internationale au sens large aient envie de déployer le niveau de forces de sécurité nécessaire pour rétablir l'ordre civil et contenir les gangs. Cela est dû en partie à la « fatigue post-Afghanistan » de Washington et de ses alliés et à leur crainte de se retrouver impliqués dans une autre intervention étrangère, avec les pertes potentielles que cela entraînerait. À cela s'ajoute le souvenir de l'épidémie de choléra de 2010, déclenchée par les eaux usées infectées des soldats de la paix de l'ONU, qui a tué au moins 10 000 Haïtiens, ainsi que les abus sexuels commis sur des enfants par des soldats de la paix de l'ONU. Ces événements signifient qu'il est peu probable qu'une intervention étrangère soit bien accueillie par de nombreux Haïtiens. Cela dit, les liens avec le trafic de drogue de nombreux gangs pourraient entraîner une augmentation des activités militaires et policières secrètes des États-Unis, liées à la DEA, et un soutien à la police civile. Une intervention de l'ONU, telle que celle qui a eu lieu après Aristide, est peu probable, sauf si les flux de drogue en provenance d'Haïti commencent à affecter les pays voisins à un niveau ingérable.

Autres risques

- Les petits tremblements de terre se poursuivront dans la région – **IL EST PEU PROBABLE** à court terme qu'ils soient majeurs.
- Il existe des risques **ÉLEVÉS** de COVID-19 et d'autres maladies transmissibles car les personnes déplacées s'entassent dans des logements temporaires toujours plus insalubres et les hôpitaux sont déjà débordés par les victimes des récentes catastrophes naturelles.

¹ Incidents liés à des gangs : Désigne les incidents dont l'auteur ou l'auteur présumé était membre d'un gang identifié ou non.

² Ce graphique est basé sur le jeu de données **ACLED** (Armed Conflict Location & Event Data Project) ensemble de données pour la période du 01 août 2020 au 07 octobre 2021. ACLED **politique d'attribution de base de données**. Consulté le 25 octobre 2021.

Ce document fait partie de Vigil Insight. Il est publié par Insecurity Insight et rendu possible grâce au généreux soutien du peuple américain par le biais de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et du Fonds H2H, qui bénéficie de l'aide du gouvernement britannique. Le contenu est la responsabilité d'Insecurity Insight et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'USAID, du réseau H2H ou des gouvernements américain ou britannique. Aidez-nous à soutenir notre travail en partageant cette ressource avec vos réseaux.

Veillez copier et coller ce lien : Insecurity Insight. 2021. « Haïti : Rapport de situation de Vigil Insight au 30 septembre 2021 ». Suisse : Vigilance Insécurité. bit.ly/HtiSitRep12Nov2021